
MALGRÉ UN FINANCEMENT GÉNÉREUX EN R - D, LE CANADA ET LE QUÉBEC INNOVENT TRÈS PEU

Montréal, le 22 septembre 2011 – « Bien que le Canada soit l'un des pays de l'OCDE qui se montrent les plus généreux en matière de financement public de la recherche et développement (R - D), sa capacité d'innover fait piètre figure sur le plan international. À un point tel que le Conference Board lui a attribué la note "D" dans son bulletin sur l'innovation en 2010 », déclare Robert Gagné, directeur du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal, qui vient de réaliser une étude sur l'efficacité de la R - D à l'échelle canadienne et québécoise. « D'ailleurs, les performances du Québec à ce chapitre ne sont pas plus reluisantes », ajoute-t-il.

Plus spécifiquement, cette recherche nous apprend que le gouvernement canadien consacre l'équivalent de 0,24 % de son PIB à la R - D, ce qui le place au deuxième rang des pays de l'OCDE les plus généreux, après la Corée du Sud. En dépit de cette aide considérable, le pays se classe parmi les derniers quand vient le moment d'enregistrer des brevets. Ainsi, en vertu du Traité de coopération en matière de brevets, le Canada n'a effectué que 75 demandes de brevets par million d'habitants en 2008. Cette piètre performance le relègue au 18^e rang parmi les 22 pays étudiés.

De son côté, le Québec affiche des résultats très similaires. En 2007, le gouvernement provincial a consacré à la R - D l'équivalent de 0,26 % de son PIB et n'a enregistré que 83 demandes de brevets par million d'habitants, obtenant ainsi un score légèrement supérieur à la moyenne canadienne.

Un problème de structure

Mais comment expliquer cette contre-performance ? En examinant la situation de plus près, on constate que le Canada et le Québec font bande à part en matière de financement public de la recherche et développement. Alors que les pays les plus innovateurs (Suède, Finlande, Islande, etc.) soutiennent la R - D uniquement par du financement public direct (subventions, prêts, etc.), nos deux paliers de gouvernement le font de façon indirecte en accordant des crédits fiscaux. Au Québec, ceux-ci représentent même 95 % du financement public total.

Le problème du Canada sur le plan de l'efficacité en matière de recherche et développement pourrait donc être lié à la structure même du financement public. Si les gouvernements fédéral et québécois misaient davantage sur des projets de recherche situés en amont du processus de R - D ou à la limite même de la recherche expérimentale, ils obtiendraient de bien meilleurs résultats. En plus d'être mieux contrôlées, les entreprises seraient ainsi incitées à poursuivre d'elles-mêmes la recherche appliquée.

Le financement public nuit à l'efficacité de la R et D

De manière générale, les cinq pays les plus généreux en matière de financement public de la R - D (Corée du Sud, Canada, États-Unis, Belgique, France) affichent une efficacité inférieure à la moyenne des pays membres étudiés. À l'inverse, les champions en matière de dépôts de demandes de brevets – la Suède, la Suisse et la Finlande – consacrent une plus faible proportion de leur PIB au financement public de la R - D. C'est le secteur privé qui prend alors le relais.

L'efficacité du financement public suit une courbe en U renversé : elle s'accroît jusqu'à un certain niveau pour ensuite retomber. Il y aurait donc un effet d'éviction puisque les fonds publics se substitueraient aux fonds privés. « Face à un tel constat, il nous apparaît essentiel que les décideurs publics des deux paliers gouvernementaux réévaluent leurs programmes d'aide à l'innovation, afin de maximiser l'impact de ceux-ci sur la croissance de la productivité », conclut Robert Gagné.

Pour en savoir plus : [La performance québécoise en innovation](#), de Robert Gagné et Pierre-Olivier Lachance.

Pour consulter le communiqué de presse en anglais, [cliquez ici](#).

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux sujets d'étude le Québec et le Canada. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats obtenus en organisant des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation. Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp.

- 30 -

Source :

Liette D'Amours

Responsable des relations médias

Tél. : 514 649-2347

info.cpp@hec.ca